



alpenkonvention • convention alpine  
convenzione delle alpi • alpska konvencija

**Tagung der Alpenkonferenz**  
**Réunion de la Conférence alpine**  
**Sessione della Conferenza delle Alpi**  
**Zasedanje Alpske konference**

**XII**

**TOP / POJ / ODG / TDR**

**B6**

**FR**

---

**OL: FR**

## **GROUPE DE TRAVAIL STRATEGIE MACRO-REGIONALE ALPINE**

**A Rapport de la Présidence et du Secrétariat**

**B Proposition de décision**

### **Annexes**

- Annexe I : input paper (FR + EN)
- Annexe II: document d'information (EN)

## **A Rapport de la Présidence et du Secrétariat**

Dans le cadre de la discussion sur « l'avenir de la Convention alpine », lancée par la Présidence slovène en 2010, la XIe conférence alpine de mars 2011 a décidé la création d'un Groupe de travail. Le Groupe de travail est chargé de contribuer au débat actuel sur les stratégies macro-régionales européennes. Pour cela, il peut s'appuyer sur le cadre de la Convention alpine caractérisé par son approche équilibrée entre développement et protection, ses domaines d'application géographique et thématique, et son expérience dans la coopération transnationale alpine.

Ce Groupe de travail est présidé par une troïka composée de l'Italie, de la Slovénie et de la Suisse. Le mandat du Groupe de travail a été approuvé par le Comité permanent lors de sa 46e réunion. Le Groupe de travail s'est réuni pour la première fois le 7 juillet 2011 à Zurich ainsi que par la suite le 19 janvier 2012 à Rome, le 6 mars 2012 à Zurich et le 14 mai à 2012 Milan.

Le Groupe de travail a approuvé les documents suivants:

- un 'input paper' (en annexe 1). Ce document constitue la contribution de la Convention alpine au processus pouvant mener à une stratégie macro-régionale pour les Alpes ;
- un document commun d'information, rédigé conjointement avec le Programme Espace alpin et les Régions alpines, qui détaille les activités en cours des trois partenaires dans ce processus (annexe 2).

De plus, le Groupe de travail a engagé des échanges approfondis avec les initiatives du programme Espace alpin et des Régions alpines. Les représentants des initiatives du programme Espace alpin et des Régions alpines ont pris part, en tant qu'observateurs, à toutes les réunions du Groupe de travail de la Convention alpine. Le Secrétariat permanent a pris part, en tant qu'observateur, à toutes les réunions officielles de la Task force du programme Espace alpin et a été invité à participer à la réunion de l'initiative des Régions alpines qui s'est tenue à Milan, le 30 mars 2012, ainsi qu'à la Conférence des Régions Alpines de Bad Ragaz du 29 juin 2012.

## **B Proposition de décision**

La Conférence alpine

à la lumière de sa décision XI/B3 (Brdo, 8-9 mars 2011) et des conclusions du Conseil européen des 23 et 24 juin 2011, au cours duquel les États membres ont été invités à poursuivre les travaux, en coopération avec la Commission, sur de possibles futures stratégies macro-régionales (chapitre « divers », alinéa 3),

consciente que la Convention alpine constitue un cadre essentiel pour concilier protection et développement économique dans la région alpine, avec l'objectif de soutenir les Alpes en tant qu'espace de vie pour les hommes et la nature,

1. reconnaît le développement d'un processus conduisant à une possible stratégie macro-régionale alpine ainsi que les efforts accomplis pour y parvenir,
2. souligne l'importance d'une contribution de la Convention alpine au processus conduisant au possible développement d'une stratégie macro-régionale alpine,
3. avec la perspective d'une possible adoption d'une stratégie macro-régionale alpine par les institutions européennes:
  - a. est prête et désireuse de contribuer au processus, sur la base de son expérience de plus de deux décennies dans le domaine de la coopération internationale dans la région alpine et de son approche équilibrée entre développement et protection,
  - b. propose d'y contribuer avec l'ensemble de ses réseaux existants,
  - c. est prête à contribuer à la mise en œuvre d'une telle stratégie dans les domaines thématiques spécifiquement couverts par la Convention alpine, avec un accent particulier placé sur les domaines thématiques listés dans l'input paper,

- d. est prête à participer au dialogue avec les autres parties prenantes ('stakeholder dialogue') quand la stratégie macro-régionale sera établie par le Conseil européen,
  - e. recommande l'utilisation du potentiel de la Convention alpine dans les développements ultérieurs du processus conduisant à une stratégie macro-régionale.
4. souligne son engagement en approuvant le document "contribution de la Convention alpine au développement d'une stratégie macro-régionale alpine" (input paper en annexe) qui identifie en particulier la valeur ajoutée de la Convention alpine en insistant sur les questions spécifiquement alpines, les messages clé et les ressources de la Convention alpine,
  5. mandate le Secrétariat permanent à soumettre cet 'input paper' à toutes les institutions européennes et toutes les initiatives alpines pertinentes, en tant que contribution de la Convention alpine pour une possible stratégie macro-régionale alpine,
  6. suggère de renforcer la coordination existante entre tous les acteurs concernés intéressés par le développement et la mise en œuvre d'une stratégie macro-régionale alpine, à travers des processus de participation ouverts et souligne qu'une telle stratégie macro-régionale constitue une occasion d'approfondir le potentiel de coopération entre les Alpes et leur voisinage,
  7. autorise le Comité permanent à renouveler le mandat du Groupe de travail dans le futur, si cela s'avérait ou quand cela s'avérera nécessaire,
  8. dans la perspective d'un processus vers une possible stratégie macro-régionale alpine, invite les Régions alpines et le programme Espace alpin à une conférence commune qui se tiendra à Bruxelles au second semestre 2013 sur le futur des Alpes. Les objectifs d'une telle discussion sont :
    - a. d'échanger sur les stratégies respectives pour les Alpes,
    - b. d'examiner les possibles futures perspectives de coopération approfondies,
    - c. de tirer des enseignements de l'évaluation de la Commission des stratégies macro-régionales existantes.

ACXII\_B6\_fr

GROUPE DE TRAVAIL « STRATEGIE MACRO-REGIONALE ALPINE »



alpenkonvention • convention alpine  
convenzione delle alpi • alpska konvencija

**Tagung der Alpenkonferenz**  
**Réunion de la Conférence alpine**  
**Sessione della Conferenza delle Alpi**  
**Zasedanje Alpske konference**

**XII**

**TOP / POJ / ODG / TDR**

**B6**

**FR**

---

**OL: EN**

**ANLAGE/ANNEXE/ALLEGATO/PRILOGA**

**1**



alpenkonvention • convention alpine  
convenzione delle alpi • alpska konvencija

Ständiges Sekretariat • Secrétariat permanent • Segretariato permanente • Stalni sekretariat

## **Contribution de la Convention alpine au développement d'une stratégie macro-régionale alpine ("input paper")**

### ***INTRODUCTION ET STRUCTURE DE L'INPUT PAPER***

---

#### **CONTEXTE**

L'idée qui sous-tend toute stratégie macro-régionale est qu'une meilleure coopération et coordination est utile pour affronter des défis communs à certaines régions transfrontalières, au moins plus efficace que la prise d'initiatives individuelles. Si certains problèmes sont résolus au sein d'un petit groupe d'Etats ou de régions, il est ensuite plus aisé de tendre vers une meilleure cohésion au niveau européen. Après le lancement de stratégies pour les régions de la Baltique et du Danube, respectivement en 2009 et 2011, il est temps d'ouvrir un débat quant à de possibles stratégies macro-régionales pour d'autres régions. Même s'il n'existe pas de définition standard pour le terme de macro-région, la définition utilisée ici se réfère au processus de la mer Baltique, qui a défini la macro-région comme étant 'une région comprenant des territoires de différents pays ou régions reliés par une ou plusieurs caractéristiques ou défis communs'. Les Alpes partagent ces caractéristiques et correspondent bien à cette définition. Elles peuvent donc raisonnablement lancer un débat sur une possible stratégie macro-régionale pour le territoire alpin.

#### ***Une stratégie macro-régionale alpine afin d'atteindre les objectifs de "Europe 2020"***

La Conférence alpine souhaiterait contribuer à la discussion vers une coopération macro-régionale dans l'arc alpin et un possible projet de stratégie macro-régionale (SMR) alpine. Ce nouveau concept pourrait aider à améliorer la cohérence des politiques menées et conduire à une mise en œuvre plus efficace de différents objectifs communs à travers une gouvernance à plusieurs dimensions. Toute approche macro-régionale a pour objectif d'accroître la prospérité et la cohésion d'un territoire, en synergie avec la stratégie Europe 2020 pour une croissance intelligente, durable et inclusive. Cette approche se concrétise essentiellement, d'un côté, à travers le renforcement du dialogue entre les différentes organisations et institutions impliquées, principalement le Programme espace alpin de coopération territoriale européenne et les initiatives des gouvernements de certaines régions alpines (telles que ARGE ALP, COTRAO, ALPE ADRIA), qui sont d'ores et déjà actifs dans les Alpes, et le soutien au rapprochement d'un grand nombre d'acteurs présents à l'intérieur et à l'extérieur de l'arc

---

alpin, créant, d'un autre côté, des synergies et une valeur ajoutée pour divers activités et projets. La SMR a ainsi pour vocation de fixer des objectifs ambitieux en termes de développement durable.

### *La position de la Convention alpine*

Sur la base des décisions de la XIe Conférence alpine (2011), un Groupe de travail (GdT) a reçu le mandat de contribuer au débat actuel sur une SMR européenne à travers le cadre de la Convention alpine, caractérisée par son approche équilibré entre développement et protection, son cadre géographique et thématique de mise en œuvre, ses 20 années de pratique dans le domaine de la coopération transnationale dans les Alpes, ainsi que de relever les défis partagés existant et de préserver l'identité de ses régions, sur la base du partenariat entre les différents niveaux de compétences et avec les parties prenantes concernées.

### **LA STRUCTURE DE L'INPUT PAPER**

Cet input paper est structuré en trois chapitres:

1. *Les questions spécifiquement alpines*
2. *La valeur ajoutée de la Convention alpine*
3. *Messages clé et perspectives*

Avec l'objectif de préciser le rôle d'une possible SMR, le premier chapitre met en avant des questions clé spécifiquement alpines, en les ordonnant selon deux axes principaux: *ressources naturelles et gestion des ressources* ; et *réseaux et compétitivité*.

En relation avec ces deux axes, le deuxième chapitre revient de façon plus détaillée sur la valeur ajoutée d'une possible SMR alpine, en mettant en avant la contribution de la Convention alpine, en tant que traité international, et de ses ressources (documents, résultats de ses groupes de travail, plates-formes et réseaux, etc.).

Le troisième chapitre met en valeur les messages clé et les perspectives du contexte alpin, en présentant le potentiel de la Convention alpine en tant que cadre politique clé pour le développement des territoires de montagne, à travers le soutien à l'innovation dans les Alpes, considérées comme un 'laboratoire' pour le développement durable, et en améliorant la coordination avec et à tous les niveaux, de façon à atteindre des objectifs communs et de créer des synergies entre les différentes actions menées dans cet espace.

---

## **Chapitre 1 - Les questions spécifiquement alpines**

---

Les Alpes forment un territoire transnational aux défis et potentialités partagés. Le principal défi, qui est aussi la problématique générale de la région alpine, est l'adéquation entre la protection de l'environnement et le développement économique, dans l'objectif de fortifier les Alpes en tant qu'espace de vie pour ses habitants et sa nature mais aussi en tant que bassin économique. Des traits alpins communs peuvent être mis en valeur par référence à deux grands domaines :

*Les ressources naturelles et la gestion des ressources*, qui englobent les principaux défis que les régions de montagne doivent relever aujourd'hui, et qui sont en lien avec l'utilisation et la gestion du capital naturel des Alpes, tout en prenant aussi en compte des questions transversales telles que le changement climatique ou les relations entre les Alpes et son voisinage immédiat (notamment les zones métropolitaines). Cette première catégorie correspond globalement au pilier environnemental du développement durable.

*Réseaux et compétitivité* correspond aux défis de nature sociale et économique.

Le caractère transversal de certaines problématiques telles que l'énergie ou les transports implique que ces défis peuvent relever indistinctement de ces deux catégories. La distinction établie ici est par conséquent purement indicative, ceci de façon à guider la discussion et à se concentrer sur des priorités stratégiques.

### **a. RESSOURCES NATURELLES ET GESTION DES RESSOURCES**

Les Alpes constituent, après l'espace méditerranéen, le deuxième plus vaste écosystème du point de vue de la biodiversité en Europe. La construction d'infrastructures de transport, les hébergements touristiques, l'industrie, le commerce tout autant que l'utilisation agricole intensive des sols et la présence généralisée d'infrastructures peuvent accroître la fragmentation des territoires et les effets négatifs sur la nature et les paysages. De plus, le relief et l'altitude, caractéristiques des régions alpines, ainsi que la richesse de ses eaux et de ses forêts, font des Alpes une zone particulièrement adaptée à la production d'énergies. La production d'hydroélectricité pour approvisionner les zones urbaines au voisinage des Alpes, par exemple, est à l'origine de conflits d'intérêt au sein même du territoire alpin, qui ont besoin d'être pris en compte comme il se doit. Des situations gagnant-gagnant doivent être encouragées, de façon à satisfaire les besoins à la fois des zones urbaines et des régions de montagne.

Au cœur de la thématique de la gestion des ressources naturelles, les questions suivantes méritent d'être particulièrement mises en valeur :

- Les services des écosystèmes et l'économie verte (telle que le tourisme durable): la reconnaissance et l'évaluation des services des écosystèmes alpins, y compris l'utilisation traditionnelle des sols ainsi que son interaction étroite avec les éléments culturels et architecturaux (c'est-à-dire le paysage culturel), peut aider à la promotion du développement durable des Alpes. Comme les Alpes sont sources de maintien du capital naturel, une rémunération équitable pour les biens et les services porteurs de valeur économique (comme par exemple



---

la purification et l'approvisionnement en eau, les loisirs et la santé, l'agriculture de montagne, la biochimie pour l'industrie pharmaceutique, la séquestration du carbone, etc.) peut mettre en valeur ces ressources cachées. Ces écosystèmes et leurs services doivent être préservés dans leur intégrité. La reconnaissance, l'acceptation et l'estimation des services des écosystèmes de montagne et leur reflet dans les mécanismes de marché peuvent devenir, dans le cours de la transition vers une économie verte, des motivations originales pour mettre en place des politiques cohérentes avec la préservation d'une multi-fonctionnalité des écosystèmes alpins et de la biodiversité, tout en créant des 'emplois verts'. Paysage et nature préservée constituent en particulier le fondement de l'attractivité des Alpes. Il est par conséquent nécessaire de promouvoir les offres écologiques en matière de tourisme, notamment dans la perspective du changement climatique. L'économie verte peut également devenir une stratégie politique ou économique pour le développement des régions alpines et constituer un objectif commun pour tous les acteurs alpins, conduisant ainsi à des axes de développement partagés pour les Alpes. De plus grands efforts, consentis ensemble, pour reconnaître la valeur des paysages alpins constituent alors une pré-condition indispensable.

- Energie: il est important d'accroître l'efficacité énergétique et la part des énergies renouvelables dans la production d'énergie (ce qui est particulièrement important dans les Alpes pour l'atténuation du changement climatique), ainsi que, dans le même temps, réduire tout impact sur le territoire (paysage, biodiversité), en particulier dans les zones rurales, qui contribueront à l'avenir pour l'essentiel à la production d'énergie à partir de sources renouvelables locales. De plus, l'existence de zones d'approvisionnement transnationales et la perspective de modifications significatives des précipitations exigent une coordination des politiques transnationales.
- La gestion intégrée et durable des ressources en eau est l'une des principales problématiques pour le développement durable de la région alpine. L'eau à des fins de consommation, d'irrigation et de production hydroélectrique constitue une ressource fondamentale pour les Alpes. De nombreuses attentes ont émergé à mesure que les régions au voisinage des Alpes sont devenues particulièrement dépendantes de l'eau en provenance des régions alpines pour leur développement. Ces conflits potentiels peuvent être aggravés par le changement climatique. Les Alpes constituent le château d'eau de l'Europe ainsi qu'un gigantesque producteur d'énergies renouvelables, au potentiel de système de stockage important (fonction de 'batterie'). Pour les bassins versants multinationaux, une gestion équilibrée et une préservation de leurs ressources (qualitative et quantitative) exige une coopération multinationale. C'est pourquoi de nombreuses commissions internationales pour les bassins versants ont été établies par le passé. La directive-cadre sur l'eau offre un cadre politique qui place les bassins versants au centre d'une planification coordonnée. Bien des problèmes liés à l'eau sont similaires parmi les Etats alpins. Des activités communes de recherche ciblées et coordonnées constituent par conséquent une valeur ajoutée. De plus, un échange d'expériences et des bonnes pratiques permettent de soutenir les Etats alpins dans leurs activités, afin de prendre les bonnes mesures pour les défis à venir.
- Paysage et biodiversité. La valeur intrinsèque, mais aussi économique du paysage et de la biodiversité, en tant que fournisseurs de services des écosystèmes influencés par le développement des infrastructures et des zones urbaines au voisinage du massif alpin ainsi que par les activités telles que l'agriculture et la production et la distribution d'énergies, requiert une

---

meilleure sensibilisation du public. Les impacts du changement climatique sur le paysage et la biodiversité exigent un respect et des mesures spécifiques.

- Espace protégés et protection de la biodiversité: la pression liée au développement et le changement climatique menacent de manière significative la biodiversité alpine. Il apparaît très important, de façon à éviter toute perte de biodiversité à l'avenir, de protéger et, si nécessaire, d'étendre les habitats naturels, et de favoriser la connectivité écologique dans les Alpes et les zones avoisinantes. A cette fin, une coordination transnationale apparaît impérative.
- Risque naturels: les risques n'étant pas seulement locaux, une meilleure coordination et un meilleur partage de l'information sont nécessaires. De plus, des mesures coordonnées pour l'adaptation au changement climatique sont nécessaires.
- Les forêts alpines, au-delà de leur valeur écologique et en termes de capital naturel, constituent à la fois une protection contre les inondations, les avalanches, etc. mais aussi une ressource économique pour ce qui concerne la production de matériaux de construction et d'énergies renouvelables. Elles sont confrontées à plusieurs menaces, essentiellement extérieures au secteur forestier, comme par exemple le tourisme, la pollution de l'air ou leur fragmentation). L'atténuation de ces menaces, en tant qu'elles sont caractéristiques des zones de montagne, pourrait être soutenue par la coopération et les activités transfrontalières, particulièrement dans la perspective des objectifs d'atténuation et d'adaptation au changement climatique tels que définis au niveau international.
- La consommation des sols dans les Alpes n'est toujours pas gérée de façon durable, à la fois quantitativement et qualitativement, et ceci a plusieurs impacts négatifs comme par exemple pour ce qui concerne l'emprise au sol, l'imperméabilisation des sols, l'extension des aires urbaines et l'accroissement des coûts pour la construction et l'entretien des infrastructures.

## **b. RESEAUX ET COMPETITIVITE**

Les Alpes, comme les autres chaînes de montagne, posent d'importants défis de communication et d'accessibilité, même s'il existe un lien entre l'isolation d'un territoire et son attractivité. Les paysages naturels et culturels alpins constituent des ressources importantes pour le développement durable. De plus, les spécificités géographiques liées au relief montagneux ont donné naissance à une diversité linguistique et culturelle particulièrement riche. Les défis que posent une accessibilité améliorée, des transits facilités et la protection d'espaces vierges constituent en effet des questions de gouvernance socio-économique qui sont parmi les plus importantes de l'espace alpin. Dans ce contexte, une stratégie macro-régionale pourrait contribuer à atteindre des objectifs tels que :

- Construire des relations entre les villes périalpines et les régions alpines et renforcer leur partenariat. Les aires urbaines offrent des opportunités d'emploi et d'éducation. Toutefois elles portent en elles le risque de transformer partiellement les espaces ruraux alpins en 'dortoirs' (périurbanisation). Les villes intra-alpines risquent alors de perdre leur fonction de centres régionaux. Ces tendances ont contribué à la disparition progressive des services publics (aggravant le fossé technologique), qui est elle-même liée à la diminution de la dépense publique. Assurer le développement durable des zones rurales dans les Alpes, en tant qu'espaces de vie pour les hommes et la nature, est essentiel.

- 
- Population, éducation, emploi et culture: des solutions innovantes sont requises pour empêcher la fuite des cerveaux et la dépopulation des zones les plus isolées ; maintenir des services d'intérêt général y compris dans les petites villes ; affronter les changements intervenant dans la structure démographique tels que le vieillissement de la population et l'arrivée de nouveaux habitants ; encourager la diffusion des nouvelles technologies pour combler le fossé technologique ; mieux connecter les écoles et les universités ; promouvoir l'innovation et le développement de pôles de compétitivité basés sur une expertise régionale et sur les atouts des entreprises régionales, ainsi que des services mobiles. Dans ce contexte, le tourisme durable peut, dans une très large mesure, limiter la dépopulation, en assurant des emplois dans la région.
  - Les transports sont un sujet essentiel pour ce territoire aux vulnérabilités singulières et situé au carrefour de l'Europe que sont les Alpes. Afin de mieux coordonner les territoires isolés et de réduire les impacts négatifs des moyens de transport (par exemple la qualité de l'air, les gaz à effet de serre, l'importance de l'emprise au sol, la congestion du trafic), des politiques transnationales coordonnées pour la mobilité transalpine et intra-alpine sont nécessaires.
    - o Coordination et intégration de différents instruments. Il est nécessaire d'améliorer l'intégration entre les cadres et les processus dédiés aux questions de transport dans les Alpes (Groupe de travail de la Convention alpine, Groupe de Zurich, acteurs régionaux, Conférences intergouvernementales des tunnels de base) ;
    - o Le transport de marchandises. Au-delà des actions qui doivent être encore menées pour développer le transport de marchandises de façon durable, l'un des éléments clé lié au développement durable dans les Alpes reste le report du transport routier des marchandises vers le rail. Dans ce contexte, de nombreux intérêts prévalent, parmi lesquels celui des TEN de l'UE a une certaine importance. Pour mettre en œuvre les principes de subsidiarité et de durabilité, il est clairement nécessaire de coordonner les politiques nationales et européennes en matière de transport avec les besoins intra-alpins, ainsi qu'avec les investissements requis en termes d'infrastructures ;
    - o La mobilité des passagers. Il est important de rééquilibrer les disparités qui existent entre régions intégrées et isolées, de maintenir les services publics dans les zones marginalisées ou isolées et de promouvoir une éco-mobilité, en particulier dans le domaine du tourisme. De plus, la mobilité urbaine reste un défi à relever, en ce qu'elle est avant tout présente dans les vallées, là même où transite le trafic de marchandises.

## ***Chapitre 2 – La plus-value de la Convention alpine***

---

Dans cette partie, la Convention alpine, traité international pour les Alpes centré sur la coopération transfrontalière, comprenant huit protocoles thématiques et active à travers le travail de plusieurs groupes de travail et plates-formes, souhaite faire part de son expérience en présentant, de son point de vue, quelques messages et thématiques clé dans la perspective d'une future possible SMR européenne pour les Alpes. La Convention propose par conséquent les sujets qu'elle considère comme étant pertinents dans l'objectif d'une SMR et à propos desquels elle pourrait apporter une plus-value.

Le tableau suivant a pour objectif de résumer la contribution de la Convention alpine et la plus-value d'une SMR alpine en relation avec les problématiques alpines spécifiques identifiées dans le chapitre 1.

CATÉGORIES	PROBLÉMATIQUES SPÉCIFIQUES ALPINES	MESSAGES CLÉ	RESSOURCES DE LA CONVENTION ALPINE	VALEUR-AJOUTÉE ATTENDUE D'UNE SMR
<b>RESSOURCES et GESTION DES RESSOURCES</b>	Services des écosystèmes, économie verte et tourisme	Meilleure gestion durable des territoires à travers le marché, basé sur les mécanismes des services des écosystèmes qui peut être obtenu seulement à travers des politiques coordonnées au niveau international	Protocoles (notamment agriculture de montagne 7.2., Forêts, Tourisme) Plan d'action climat 3e Rapport sur l'état des Alpes Approche intégrée dans divers secteurs Groupes de travail, expérience, données et recherche 4e Rapport sur l'état des Alpes Groupe de travail Patrimoine mondial de l'UNESCO	Meilleure utilisation et préservation des atouts, création d'emplois Acceptation accrue des mécanismes pour les services des écosystèmes qui sont basés sur le marché, et rôle des montagnes dans ce domaine Mise en œuvre des politiques et mesures en relation avec le secteur du tourisme, appréhendé comme la base fragile des services des écosystèmes et créateur d'emplois dans la région
<b>RESSOURCES et GESTION DES RESSOURCES</b>	Les Alpes en tant que château d'eau potable et grand producteur d'énergies renouvelables (y compris pour le stockage)	L'eau (à la fois potable et destinée à d'autres utilisations) constitue une ressource commune vitale qui a besoin d'être préservée et gérée, quand cela s'avère nécessaire, dans un contexte transfrontalier	La plate-forme gestion de l'eau dans les Alpes: données, rapports, 2e rapport sur l'état des Alpes, Plan d'action climat, savoir-faire et échange d'expériences Coordination de la recherche Coordination avec les autres groupes de travail et plateformes travaillant sur les politiques d'impact de l'eau (PLANALP, Réseau écologique)	Echange d'expérience et de bonnes pratiques parmi les pays alpins Action coordonnée si nécessaire (par exemple dans la recherche) Potentialités pour des recherches communes
<b>RESSOURCES et GESTION DES RESSOURCES</b>	<b>Paysage, biodiversité et connectivité</b>	Maintien de la biodiversité, en particulier pour éviter la fragmentation des habitats et les menaces à la connectivité. Une meilleure mise en œuvre des	Protocoles (protection de la nature, aménagement du territoire et autres) Plan d'action climat Plate-forme Réseau écologique, Réseau alpin des espaces protégés	Améliorer la sensibilisation aux valeurs écologique et économique des Alpes en tant que région cruciale pour la biodiversité et la culture en Europe (paysages culturels alpins). Meilleure mise en œuvre de la protection de la biodiversité et de la protection des paysages dans les politiques alpines, qu'elle soit horizontale (en termes de territoires) ou verticale (en termes de compétences)

		<p>textes cadres internationaux et européens sur le niveau alpin (CBD, stratégie de l'UE sur la biodiversité), de meilleures connexions avec les domaines politiques tels que l'aménagement du territoire, un meilleur ajustement des instruments de financement et davantage d'implication des acteurs locaux, y compris les propriétaires terriens, sont nécessaires. Les déficits de connaissance sur les questions de biodiversité doivent être comblés et mieux appréhendés parmi les Etats.</p>	<p>Expérience des régions pilote Liens avec des secteurs spécifiques (agriculture, prédateurs, forêts, eau, UNESCO)</p>	<p>Meilleure approche pour aborder les questions de connectivité (par exemple les rivières) et lien avec les autres 'ceintures vertes' de l'Europe</p>
<p><b>RÉSEAUX ET COMPÉTITIVITÉ</b></p>	<p><b>Relations, population, éducation, emploi et culture</b></p>	<p>Promouvoir un développement socio-économique plus équilibré tout en tenant compte des spécificités alpines et des changements démographiques qui interviennent dans les Alpes</p>	<p>Protocole aménagement du territoire, déclaration population et culture 3<sup>e</sup> rapport sur l'état des Alpes Groupe de travail, données, analyses Réseaux existant (par exemple Alliance dans les Alpes, Ville des Alpes de l'année, ...)</p>	<p>Dialogue accru entre grandes villes et zones de montagne, meilleure sensibilisation des interdépendances Travail sur des relations fonctionnelles entre les diverses régions Mise en œuvre de politiques pour relever les défis du vieillissement, de la disparition des services de base, de la fuite des cerveaux et du creusement du fossé technologique Innovation et croissance soutenue Développer des instruments d'information intégrée</p>
<p><b>RÉSEAUX ET COMPÉTITIVITÉ</b></p>	<p><b>Transport</b></p>	<p>Tous les corridors transalpins sont interdépendants car tout changement chez l'un a des conséquences chez les autres. Une gestion internationale efficace du transport transalpin est d'urgence nécessaire. Promotion des modèles de mobilité durable dans les</p>	<p>Protocole transport Groupe de travail transport Plan d'action climat 1<sup>er</sup> rapport sur l'état des Alpes Expériences particulières sur la gestion du risque et les risques naturels (Plate-forme PLANALP) améliorant le coût-efficacité des investissements en infrastructures</p>	<p>Coordination améliorée entre les institutions existantes et les instruments de coopération Possibilité accrue de centrer le travail sur les questions de mobilité interne dans les Alpes, y compris celles relatives aux disparités régionales Mise en œuvre des politiques et des mesures en relation avec le transport dans le secteur du tourisme (mobilité douce, e-mobilité)</p>

### **Chapitre 3. Messages clé et perspectives**

---

Comme cela est détaillé dans la stratégie Europe 2020, l'Europe ne peut réussir que si elle agit en collectivité, comme une Union. La même chose vaut pour les Alpes qui, en tant que plate-forme au cœur du continent, nécessitent une stratégie commune pour poursuivre un développement basé sur une économie intelligente, durable et inclusive, générant des niveaux élevés en matière de protection de l'environnement, d'emploi, de productivité et de cohésion sociale.

Le défi posé par le besoin de protéger la nature et les territoires d'un côté et le développement économique de l'autre côté est plus remarquable dans les Alpes qu'ailleurs, à l'image des plaines ou des grandes villes. La Convention alpine constitue un cadre politique important pour la protection et le développement des territoires de montagne et devrait, dans ce sens, encourager l'innovation dans les Alpes en tant que 'laboratoire' du développement durable, permettant ainsi aux populations locales de continuer à y vivre et y travailler. Ceci implique de réfléchir à la question de la gestion du territoire alpin et de ses relations avec les régions voisines, qui sont liées de manière fonctionnelle aux Alpes. Dans ce sens, les Alpes et leur voisinage apparaissent remplir les conditions fixées par la Commission européenne pour le développement d'une nouvelle stratégie macro-régionale. Cette stratégie représente une opportunité importante pour améliorer la gouvernance en vue d'équilibrer de façon plus efficace les différents intérêts qui s'y manifestent.

C'est pourquoi la Convention alpine soutient fortement les processus de gouvernance pour les Alpes et ses régions voisines et souligne le besoin de développer un dialogue ouvert et élargi avec toutes les parties prenantes de façon à développer une SMR largement acceptée. Il est important d'élargir le débat aux régions voisines qui, même si situées en dehors du territoire de la Convention alpine, influencent particulièrement les développements économiques, sociaux et environnementaux de l'arc alpin. Ceci est particulièrement vrai pour ce qui concerne les grandes zones urbaines ceinturant les Alpes. L'objectif est de renforcer le cadre favorisant le dialogue entre les Alpes et leur voisinage, contribuant ainsi à créer ou adapter des procédures assurant un équilibre entre les intérêts des zones de montagne, de ses habitants et des régions voisines. Le défi de concilier protection de la nature et développement économique peut ensuite être relevé par la mise en place de solutions innovantes et en garantissant une intégration de services fonctionnelle dans des régions plus larges. La SMR devrait conduire à davantage de solidarité et à des partenariats plus solides entre les zones de montagne et les grandes agglomérations. La Convention alpine devra faire des propositions pour organiser ces mécanismes en portant un intérêt tout spécial à la participation des régions de montagne.

Dans ce contexte, d'un côté, la Convention alpine peut contribuer à trouver des solutions qui amélioreraient les chances d'un développement durable des Alpes tout en assurant leur protection.

---

D'un autre côté, la Convention alpine peut contribuer de manière spécifique au processus avec ses connaissances et son expérience de plus de 20 ans dans le développement durable des zones de montagne : la Convention alpine considère qu'il est important que les objectifs et les caractéristiques d'une possible SMR soient introduits dans une discussion élargie avec tous les niveaux concernés, de façon à bénéficier au maximum d'une approche de bas en haut, caractéristique de la Convention. A cette fin, la Convention alpine met à la disposition d'un tel dialogue une large palette de réseaux (communes, villes et régions alpines, destinations touristiques, zones protégées).

Une possible SMR alpine serait opportune pour :

#### AGIR ENSEMBLE EN VUE D'OBJECTIFS COMMUNS

- Harmoniser protection et développement économique dans la région alpine avec l'objectif de soutenir les Alpes en tant qu'espace de vie pour les hommes et la nature, tout autant que comme bassin économique ;
- Un meilleur positionnement des Alpes en Europe (protection de la nature, eau, énergie, services des écosystèmes) ;
- Création de nouveaux réseaux et recherche de réponses aux relations fonctionnelles, par exemple entre les régions alpines et leur voisinage, de façon à remplir les objectifs d'Europe 2020, d'améliorer les conditions des zones les plus désavantagées, de protéger la nature et de mieux utiliser le potentiel territorial ;
- Davantage renforcer les relations avec les réseaux existants et fournir un surplus de qualité à la coopération alpine ;
- Impliquer les acteurs à plus grande échelle en termes de thèmes abordés et d'objectif géographique de manière à trouver des solutions plus équilibrées pour des défis communs ;
- Donner une place centrale aux villes moyennes intra-alpines et faire bon usage de leur potentiel, en améliorant les relations fonctionnelles avec les zones rurales et de montagne qui les environnent ;
- Assurer le développement durable des espaces ruraux alpins en tant qu'espaces de vie pour les hommes et la nature, ainsi qu'en tant que bassin économique ;
- Mieux gérer les disparités économiques.

#### PARTAGER LES CONNAISSANCES ET LES POLITIQUES

- Faciliter le développement de mesures et de politiques de l'UE qui soutiennent des projets dédiés, par exemple, aux impacts du trafic, y compris le développement d'un réseau qui encourage l'échange d'expérience à travers la région ;
- Conclure des accords entre les zones alpines et les aires urbaines voisines de façon à internaliser les coûts, accroître la reconnaissance des écosystèmes et créer des opportunités d'emplois dans les zones de montagne ;
- Mieux réconcilier les objectifs du développement avec le principe de protection et utiliser de manière prudente les ressources naturelles, en fournissant principalement un meilleur entretien des ressources en eau et de la biodiversité ;
- Meilleure coordination et mise en place des politiques pour relever le défi du vieillissement, de la fuite des cerveaux et de la disparition des services de base ;
- Mise en œuvre efficace des mesures d'atténuation et d'adaptation.

---

## AMELIORER LA COOPERATION AVEC ET ENTRE TOUS LES NIVEAUX

- La coopération à travers diverses formes de mise en réseau est essentielle pour trouver une des positions communes parmi les acteurs impliqués, pour partager des bonnes pratiques, pour stimuler les apprentissages communs et pour concrétiser des synergies et créer de la valeur ajoutée par rapport aux actions des acteurs menées séparément ;
- Le besoin de développer une coordination effective entre les acteurs les plus pertinents souligne la nécessité de lancer un dialogue ouvert et élargi entre les acteurs ;
- Elargir le débat aux régions voisines qui, bien que n'appartenant pas au territoire de la Convention alpine, influencent grandement les développements économiques, sociaux et environnementaux de l'arc alpin ; l'objectif est l'établissement d'un cadre de dialogue entre les Alpes et leur voisinage, pour contribuer à la création ou l'adaptation de procédures afin d'assurer l'équilibre entre les intérêts des zones de montagne et de leurs habitants et ceux des zones voisines ;
- Stimuler et développer des solutions innovantes pour relever le défi que pose le dilemme protection de l'environnement et développement économique, et fournir une fonctionnalité de services dans une zone élargie;
- Assurer davantage de solidarité et un plus fort partenariat entre les zones de montagne et les grandes aires urbaines.

Un processus de développement coordonné et harmonisé pour une SMR requiert un dialogue structuré entre les parties prenantes, de façon à identifier et traiter de manière conjointe les besoins spécifiques et la définition de la contribution des zones de montagne. Espaces ruraux et urbains dépendent les uns des autres et sont connectés de diverses manières. Ces interdépendances doivent être considérées avec attention et des partenariats doivent être noués et renforcés. Par conséquent, un besoin spécifique de développer des processus de gouvernance forts pour les Alpes et les régions voisines peut être remarqué et un dialogue ouvert et élargi entre les parties prenantes devra être lancé pour développer une SMR qui soit largement acceptée : pour atteindre cet objectif, un cadre de dialogue entre les Alpes et leur voisinage devra être établi, avec l'objectif d'assurer la réconciliation des intérêts des régions de montagne et de leurs habitants avec les zones voisines. La Conférence alpine soutient le besoin de développer des processus de gouvernance forts pour les Alpes afin de développer une SMR qui soit largement acceptée.





alpenkonvention • convention alpine  
convenzione delle alpi • alpska konvencija

Ständiges Sekretariat • Secrétariat permanent • Segretariato permanente • Stalni sekretariat

## **Contribution of the Alpine Convention to the process towards a Macro-regional Strategy for the Alps (an “Input paper”)**

### ***INTRODUCTION AND STRUCTURE OF THE INPUT PAPER***

---

#### ***BACKGROUND***

The idea behind a macro-regional strategy is that better cooperation and coordination is useful in order to address specific challenges common to certain transboundary areas in a more efficient and effective way than by means of individual initiatives. By resolving issues in a relatively small group of countries and regions the way may be cleared for better cohesion at the level of the European Union. After the launch of the strategies for the Baltic Sea Region and the Danube Region, respectively in 2009 and 2011, the time is ripe for a debate on a possible macro-regional strategy for other regions. Even though there is no standard definition for macro-region, the definition used here refers to the Baltic Sea Region process, defining a macro-region as “an area including territory from a number of different countries or regions associated with one or more common features or challenges.” The Alps share those characteristics and fit well in this definition. They can therefore reasonably start a debate on a possible macro-regional strategy for their territory.

#### ***A macro-regional strategy for the Alps in order to reach the “Europe 2020” objectives***

The Alpine Conference would like to contribute to the discussion towards macro-regional cooperation within the alpine area and the possible drafting of a macro-regional strategy (MRS) for the Alps. This new concept could help to improve policy consistency and can lead to a more effective implementation of some common strategic targets within multi-level governance. A macro-regional approach aims at enhancing the prosperity and the cohesion of the territory of the Alps according to the Europe 2020 growth strategy and its objectives to achieve smart, sustainable and inclusive growth, essentially through the strengthening of the dialog between the organisations and institutions, especially the ETC-Programme Alpine Space and the initiatives of the governments of some Alpine Regions (such as ARGE ALP, COTRAO, ALPE ADRIA), that already operate in the alpine region and the support of the connection between a wider number of actors inside and outside the Alps on the one hand, and creating synergies and added value among different activities and projects in the area on the other. The MRS aims at establishing ambitious sustainable development goals.

---

## *The position of the Alpine Convention*

Based on the decisions of the XIth Alpine Conference (2011), a Working Group (WG) was given a mandate to contribute to the current debate on European MRS by using the framework of the Alpine Convention with its balanced approach between development and conservation, its geographic and thematic scope of implementation, and its twenty years experience in transnational cooperation in the Alps, as well in tackling common challenges and preserving the identity of the area based on the principle of partnership among different levels and relevant stakeholders.

### **STRUCTURE OF THE INPUT PAPER**

The input paper is structured in three chapters:

1. *Alpine Specific issues*
2. *The Alpine Convention added-value*
3. *Key messages and perspectives*

In order to focus the action of a possible MRS, the first chapter highlights the key issues specifically related to the Alps, by classifying them into two main categories: *Natural resources and resources management* and *Networks and competitiveness*.

In relation to these broad categories, the second chapter describes in greater detail the added value of a possible Alpine MRS, highlighting the contribution of the Alpine Convention as an international Treaty and of its resources (documents, results of its working group, platform and networks ...).

The third chapter is devoted to highlight key messages and perspectives of the Alpine area, presenting the potential of the Alpine Convention as a key political framework for the development of the mountain territory, fostering innovation in the Alps as a “laboratory” on sustainable development, and improving coordination at and within all levels in order to achieve common goals and create synergies among different actions.

---

## Chapter 1 - Alpine Specific issues

---

The Alps constitute a transnational territory with shared challenges and potentials. The main challenge and therefore the overarching issue for the Alpine region is to harmonise protection and economic development with the objective to sustain the Alps as a living space for people and nature as well as economic area. The shared features in the Alps can be described by reference to two main broad areas:

*Natural Resources and Resource management* encompasses the main challenges that mountain areas are facing today in relation to the use and management of the natural capital of the Alps, taking also into account cross-cutting issues such as climate change issues and the relationships between the Alps and their surroundings (especially metropolitan areas). This first category broadly corresponds with the environmental pillar of sustainability.

*Networks and competitiveness* refers to the challenges of social and economic character.

The cross cutting nature of issues such as energy or transport implies that these challenges may well fall under both broad categories, the distinction is therefore meant as purely indicative, in order to streamline the discussion and focus on strategic priorities.

### a. NATURAL RESOURCES AND RESOURCE MANAGEMENT

The Alps represent the second largest biodiversity hot spot of Europe, after the Mediterranean Sea. Construction of transport infrastructures, tourist housing, industry and commerce as well as intensive agricultural land use and infrastructures may entail fragmentation and negative effects on the nature and landscape. Furthermore, the topography and altitude in the alpine regions as well as the richness in water and forests make the Alps suitable for energy production. For example, the production of hydroelectricity for the provision of urban conglomerates surrounding the alpine area creates conflicts of interests inside the territory which need to be taken into due account. Win-win-situations should be created in order to meet the needs of both urban and mountain areas.

Within the natural resources management topic, the following issues have to be stressed:

- Ecosystem services, green economy (such as sustainable tourism): the recognition and valuation of alpine ecosystem services, comprising traditional land use, as well as its close interaction with cultural, architectural elements (i.e. cultural landscape) can promote sustainable development of the Alps. As the Alps are storing natural capital, fair payment for goods and services having an economic value (e.g. water purification and supply, recreation and health, mountain farming, biochemical for pharmaceuticals, carbon sequestration, etc.) can disclose this hidden stock. These ecosystems and their services have to be preserved in their integrity. The recognition, acceptance and valuation of mountain ecosystem services and their reflection in market mechanisms can become, in the transition to a green economy, innovative motivations for policies consistent with the preservation of the multi-functionality of alpine ecosystems and biodiversity, while creating also “green jobs”. The landscape and the preserved nature is in particular the basis for Alpine attractiveness. Therefore it is necessary to

---

promote sustainable tourism offers, also in light of climate change. A green economy can also become a political or economic strategy for the development of the Alpine regions and constitute a common goal for all the Alpine actors, leading to shared axes of development for the Alps. An indispensable pre-condition is a greater common effort to recognise the value of the alpine landscapes.

- Energy: it is important to increase energy efficiency and the share of renewable energy production (particularly important in the Alps with regard to the mitigation of climate change), and at the same time, reduce the impact on the territory (landscape, biodiversity), in particular in rural areas, which will in the future be the main contributors to the production of energy from decentralized, renewable sources. Furthermore, the existence of transnational catchment areas and the perspective of significant changes in precipitations call for coordinated transnational policies.
- Integrated and sustainable water management is one of the main issues for the sustainable development of the alpine region. Water for human consumption, irrigation and hydroelectricity constitutes a premium resource of the Alps. Since the areas surrounding the Alps greatly depend on water from the alpine region for their development, different expectations arise. These potential conflicts may be aggravated by climate change. The Alps constitute the water tower of Europe as well as a huge producer of renewable energies, with a high potential as an energy storage system (“battery” function). For transboundary river basins, a balanced management of this resource and its preservation (qualitative and quantitative) requires transboundary cooperation. Therefore a number of international river basin commissions have been established in the past. Also the water framework directive sets a policy framework that puts the river basins in the centre for coordinated planning. Many water-related problems are similar in the alpine countries. It is therefore an added value if common research activities are triggered and coordinated. Moreover, exchange of experiences and good practices supports the alpine countries in their activities to take the right measures for the challenges ahead.
- Landscape and biodiversity. There is a need to raise awareness on the intrinsic and also economic value of landscape and biodiversity as providers of ecosystem services being influenced by infrastructure development and the urban areas surrounding the Alps as well as by activities such as agriculture and energy production and distribution. Climate change impact on landscape and biodiversity requires specific consideration and measures.
- Protected areas and biodiversity preservation: development pressure and climate change do significantly harm the alpine biodiversity. In order to avoid further biodiversity loss it is very important to preserve and, where necessary, extend natural habitats and to create ecological connectivity within the Alps and their surrounding area. To this end, transnational coordination is needed;
- Natural risks: in order to ensure better cooperation and information sharing, as risks are not only local. Furthermore, coordinated measures for adaptation to climate change are needed;

- 
- Alpine forests, beyond their ecological and nature value, are both a protection against flooding, avalanches, etc. and an economic resource in terms of construction material and renewable energy source. They are facing multiple threats, mostly from outside the forest sector, like tourism, airborne pollution or fragmentation. Mitigating these threats as far as they are typical for mountainous areas could profit from cross-border cooperation and activity also in light of the climate change mitigation and adaptation goals agreed at international level.
  - Soil consumption in the Alps is still not managed in a sustainable way both quantitatively and qualitatively and has various negative impacts as for example land take, soil sealing, urban sprawl and increasing costs for the construction and maintenance of infrastructures;

## **b. NETWORKS AND COMPETITIVENESS**

The Alps, as all mountain ranges, pose challenges to communication and physical accessibility. Still, the remoteness of certain locations is related to their attractiveness. The alpine natural and cultural landscapes represent important resources for sustainable development. Furthermore, the geographic specificities related to the mountain topography resulted in a rich linguistic and cultural diversity. The challenge between improved accessibility, transit facilities and preservation of unspoiled land is indeed one of the most relevant economic and social-related governance issues in the alpine area. In this context, a macro-regional strategy could serve the purpose of:

- Building on the relationships between peri-alpine cities and alpine regions and strengthening partnership. The urban conglomerates offer job and education opportunities but entail the risk of partly transforming rural alpine areas into 'dormitories' (peri-urbanization). Inner alpine cities risk losing out some of their function as regional centres. Related to these trends is the continuous decrease of public services (fostering digital divide), which itself is related to reduced public funding. To ensure the sustainable development of alpine rural areas as living space for people and nature is essential;
- Population, education, employment and culture: innovative solutions are needed in order to hinder brain drain and depopulation of remote areas, maintain services of general interest also in the small centres, address changes in the demographic structure such as ageing of population and new inhabitants, foster the diffusion of new technologies and address digital divide, better connect schools and universities, promote innovation and the development of clusters based on regional expertise and strengths of regional companies, as well as mobile services. In this context, sustainable tourism can avoid depopulation to a large extent, by securing jobs in the region.
- Transport is an essential topic for the Alps, as a territory with specific vulnerabilities at the crossroads of Europe. In order to connect remote areas and reduce the negative impacts of transport means (e.g. air quality, greenhouse gases, land take, traffic congestion) coordinated transnational policies for both transalpine and intra-alpine mobility are needed.
  - o Coordination and integration between instruments. There is a clear need for better integration between existing framework and processes dealing with transport issues in the Alps (Alpine Convention Working Group, Zurich Group, regional actors, Basis Tunnels Intergovernmental Conferences);

- Freight Transport issues. Besides further actions to develop freight transport in a sustainable manner, one of the key elements related to sustainable development in the Alps is the shift from road to rail freight transport. In this context, a number of interests are of relevance, not least EU TENs. In light of the subsidiarity and sustainability principles, there is a clear need to coordinate European and national transport policies and intra-alpine needs as well as infrastructure investments;
- Passenger Mobility issues. It is important to level out the imbalances between integrated and remote areas, maintain public services in remote or marginalised areas and promote eco-friendly mobility also with regard to the tourism sector. Furthermore, urban mobility, which usually insists on the same valley floor where trans-boundary freight traffic flows, is a challenge to be addressed.

## Chapter 2 - The Alpine Convention added-value

Through this section the Alpine Convention, as an international Treaty for the Alps centred on trans-boundary cooperation, comprising eight thematic Protocols and acting through several Working Groups and Platforms, intends to share its experience by presenting some key messages and topics in view of a possible future European MRS for the Alps from the Alpine Convention perspective. It therefore presents the topics the Alpine Convention considers to be relevant for the purposes of a MRS and where it could bring an added-value.

The following table is meant to sum up the contribution of the Alpine Convention and the added value of an Alpine MRS in relation to the alpine specific issues identified in the Chapter 1.

CATEGORY	ALPINE-SPECIFIC ISSUE	KEY MESSAGES	ALPINE CONVENTION RESOURCES	EXPECTED ADDED VALUE OF A MRS
<b>NATURAL RESOURCES and RESOURCES MANAGEMENT</b>	Ecosystem services , green economy and tourism	Better management of the territory in a sustainable way through the market based mechanisms of ecosystem services can be obtained only through coordinated policies at international level	Protocols (e.g Mountain farming art.7.2. , Forests, Tourism) Action Plan Climate 3 <sup>rd</sup> Report on the State of the Alps Integrated approach in many sectors Working groups, experience, data and research 4 <sup>th</sup> Report on the State of the Alps Working Group UNESCO World Heritage	Better use and preservation of assets, job creation Improved acceptance of market based mechanisms for ecosystem services and role of mountains in this field Implementation of policies and measures in relation to tourism as a fragile tower of ecosystem services and as provider of jobs within the region
<b>NATURAL RESOURCES and RESOURCE</b>	The Alps as a water tower of	Water (both drinking water and water for other	Platform water management in the Alpine Area:	Exchange of experiences and good practices among the alpine countries Coordinated action where necessary (e.g.

<b>MANAGEMENT</b>	drinking water and huge producer of renewable energy (including energy storage)	uses) is a vital common resource that needs to be preserved and managed, where necessary in a transboundary context	Data, reports, awareness, 2 <sup>nd</sup> Report on the States of the Alps, Action Plan Climate, knowhow and experience exchange Coordination of research Coordination with other working groups and platforms dealing with impact of water policies (PLANALP, Ecological Network)	research) Possibilities for common research
<b>NATURAL RESOURCES and RESOURCES MANAGEMENT</b>	<b>Landscape, biodiversity and connectivity</b>	Maintaining biodiversity in particular in order to avoid habitats fragmentation and threats to connectivity. A better implementation of international and European frame conditions on alpine level (CBD, EU strategy on biodiversity), better linkages to other policy fields like spatial and land use planning, better adjustment of funding instruments and a better involvement of local actors including land owners is needed. Gaps regarding the knowledge on biodiversity issues have to be filled up and better exchanged among the countries.	Protocols (Nature protection, Land Planning and others), Action Plan Climate Platform Ecological Network, Alpine Network of Protected areas Experience of pilot regions Link to specific sectors (agriculture, predators, forests, water, UNESCO)	Increased awareness on both ecologic and economic value of the Alps as a European hot spot of biodiversity and cultural assets (alpine cultural landscape). Better horizontal (in terms of territories) and vertical (in terms of competencies) implementation of biodiversity and landscape protection issues in Alpine policies. Better tackling of connectivity issues (e.g rivers) and link to other “green belts” of Europe
<b>NETWORKS AND COMPETITIVENESS</b>	<b>Relationships, population, education, employment and culture</b>	Promote a more balanced socio-economic development while taking into account alpine specificities and demographic change in the Alps	Protocol Land planning, Declaration Population and Culture 3 <sup>rd</sup> Report on the State of the Alps Working group, data, analysis Existing networks (i.e. Alliance in the Alps, Alpine cities...)	Enhanced dialogue mountains-large cities, better awareness of the interdependencies Work on a functional relationships between diverse areas Implementation of policies to face ageing, loss of basic services brain drain and digital divide Innovation and sustainable growth Develop integrated information tools
<b>NETWORKS</b>	<b>Transport</b>	All transalpine	Protocol on Transport	Improved coordination between existing

<b>AND COMPETITIVENESS</b>	corridors are interdependent as any change in one alpine corridor is affecting all the other. An effective international management of trans-alpine transport is urgently needed. Promotion of sustainable mobility models within the Alps and access from the Alps.	Working Group Transport Action Plan Climate 1 <sup>st</sup> Report on the State of the Alps Specific experience on risk management and natural hazard (platform PLANALP) improving cost-effectiveness of infrastructure investments	bodies and cooperation instruments Enhanced possibility to focus on internal mobility issues in the Alps, including regional disparities Implementation of policies and measures in relation to tourist transport (soft mobility, e-mobility)
----------------------------	--	---	---

**Chapter 3. Key messages and perspectives**

As stated in the Europe 2020 strategy, Europe can succeed if it acts collectively, as a Union. The same applies to the Alps which as territorial platform at the heart of the continent need a common strategy to pursue a development based on smart, sustainable and inclusive economy delivering high levels of environment protection, employment, productivity and social cohesion.

The challenge between the need to preserve nature and territory and the economic development is more visible in the Alps than in other areas, such as plains and large cities. The Alpine Convention is an important political framework for the protection and the development of the mountain territory and in this sense it should foster innovation in the Alps as a “laboratory” on sustainable development, allowing local population to keep living and working in it. This needs to address both the issue of the management of the Alps and of the relationship with the surrounding areas, which are inter-linked with the Alps through functional relationships. In this sense, the Alps with their surroundings appear to fulfil the conditions set by the EU Commission for the development of a new macro-regional strategy, which represents a great opportunity to enhance governance aimed at more efficiently balancing different interests.

Therefore the Alpine Convention supports strong governance processes for the Alps and the surrounding areas and underlines the need to have an open and broad stakeholder dialogue in order to develop a widely accepted MRS. It is important to extend the debate to surrounding areas which, though not falling under the territory of the Alpine Convention, greatly influences economic, social and environmental developments in the alpine area. This is the case of large urban areas surrounding the Alps. The objective is to strengthen a framework of dialogue between the Alps and their surroundings, contributing to create or adapt procedures to ensure the balancing of interests of the mountain region and its inhabitants and the surrounding areas. It might be pursued also thanks to innovative solutions to address the challenge between nature conservation and economic development, and providing the functional integration of services in broader area. The MRS should lead to more solidarity and stronger partnerships between the mountain areas and the large urban con-



---

glomerates. The Alpine Convention shall propose how these procedures should be organised with the special focus on the participation for the mountain regions.

In this context, the Alpine Convention – on the one hand - sees its role in contributing to find solutions which enhance chances of sustainable development and at once ensure the protection of the Alps.

On the other hand the Alpine Convention can specifically contribute to the process with its knowledge and twenty years' experience of sustainable development in the alpine area: The Alpine Convention considers it important that the objectives and features of a possible MRS are brought into a wide discussion with all concerned levels, in order to benefit as much as possible from the bottom-up approach that characterises the Convention. To this end, the Alpine Convention offers a wide range of networks (municipalities, alpine cities and regions, touristic destinations, protected areas).

The possible macro-regional strategy for the Alps would be an opportunity to:

#### ACT TOGETHER TOWARDS COMMON GOALS

- To harmonise protection and economic development in the Alpine region with the objective to sustain the Alps as living space for people and nature as well as economic area;
- Better position the Alps in Europe (protection of nature, water, energy, ecosystem services);
- Create new networks and responses to functional relations, for example between alpine areas and surrounding areas in order to meet the EU 2020 goals, improve the condition of disadvantaged areas, protect nature and to better use the territorial potential;
- Further enhance existing network relations and provide additional quality to the alpine cooperation;
- Involve actors on a wider scale in terms of topics and geographical scope in order to find more balanced solutions for common challenges;
- Give a central place to inner alpine medium-sized cities and make good use of their potentials, enhancing the functional relationships with surrounding rural and mountain areas;
- Ensure the sustainable development of alpine rural areas as living space for people and nature as well as economic area
- Better deal with regional disparities;

#### SHARE KNOWLEDGE AND POLICIES

- Facilitate the engagement of EU policies and measures that support projects addressing i.a. the impacts of traffic, including by developing a network that fosters the exchange of experiences across the region;
- Find agreements between alpine areas and surrounding urban areas in order to internalize the external costs, increase the recognition of ecosystem services and creating job opportunities in mountain areas.
- Further reconcile development goals with the protection and cautious use of natural resources, especially providing better maintenance of water resources and biodiversity;
- Better coordination/implementation of policies to face ageing, brain drain and the decrease of basis services.
- Efficient implementation of mitigation/adaptation measures

---

## IMPROVE COOPERATION AT AND BETWEEN ALL LEVELS

- cooperation through various forms of networking is essential in order to find a common perspective among stakeholder, to share best practices, stimulate mutual learning and understanding, and achieve synergies and added value of separate actions of other actors;
- the need of developing effective coordination among relevant stakeholders underlines the need to initiate an open and broad stakeholder dialogue;
- extending the debate to surrounding areas which, though not falling under the alpine territory, greatly influence economic, social and environmental developments in the alpine area; the objective is to establish a framework of dialogue between the Alps and their surroundings, contributing to create or adapt procedures to ensure the balancing of interests of the mountain region and its inhabitants and the surrounding areas;
- stimulate and develop innovative solutions to address the challenge between nature conservation and economic development, and providing the functionality of services in broader area;
- assuring more solidarity and stronger partnerships between the mountain areas and the large urban conglomerates.

A coordinated and harmonized development process for a MRS would require a structured stakeholder's dialogue to identify and jointly address specific needs and the definition of the contribution of mountain areas. Urban and rural areas depend on each other and are connected in various ways. These interdependencies must be considered carefully and partnerships must be built and strengthened. Therefore a special need of developing strong governance processes for the Alps and the surrounding areas can be identified and an open and broad stakeholder dialogue in order to develop a widely accepted MRS shall be initiated: to achieve that, a framework of dialogue between the Alps and their surroundings shall be established, with the objective to ensure the reconciliation of interests of the mountain region and its inhabitants and the surrounding areas. The Alpine Conference supports the need of developing strong governance processes for the Alps in order to develop a widely accepted MRS.



alpenkonvention • convention alpine  
convenzione delle alpi • alpska konvencija

**Tagung der Alpenkonferenz**  
**Réunion de la Conférence alpine**  
**Sessione della Conferenza delle Alpi**  
**Zasedanje Alpske konference**

**XII**

**TOP / POJ / ODG / TDR**

**B6**

**FR**

---

**OL: EN**

**ANLAGE/ANNEXE/ALLEGATO/PRILOGA**

**2**

# **Towards long-term strategic orientations for the Alps and their surroundings**

## **Information on current initiatives and activities of Alpine Convention, Alpine Space Programme and Alpine Regions (January 2012)**

### **Background**

By the Lisbon Treaty, territorial cohesion has become an element of European cohesion policy. With a view to the upcoming structural funds period 2014-2020 it is wise to timely elaborate long-term strategic orientations for the Alpine area<sup>1</sup>. As new policy instruments for inter-regional cooperation in Europe, the European Council adopted the Baltic Sea Strategy (June 2009) and the Danube Region Strategy (December 2010).

The European Commission, who is planning to undertake a thorough evaluation of the already approved strategies in the first half of 2013, stated that for the design of any new regional policy instruments, bottom up approaches are encouraged. Thus, proposals resulting from a common effort of stakeholders of the Alpine area would be welcome.

### **Enriching the debate: three initiatives for the future of the Alpine area**

In 2011 three initiatives were launched by the Alpine Convention, the ETC Alpine Space Programme and a number of regions whose territory is entirely or partly in the Alps. All three initiatives will contribute to and foster the debate regarding future strategic developments in the Alpine area. Although the three initiatives work on the basis of their respective experience and will contribute to the debate on a possible macro regional strategy from their specific perspective, they commit themselves to coordinate their activity in order to create and exploit synergies that arise from the different starting points and mandates.

### **The initiative of the Alpine Convention**

The Alpine Convention is an international Treaty for the Alps signed by eight Alpine Countries (Austria, France, Germany, Italy, Liechtenstein, Monaco, Slovenia and Switzerland) and the European Union. The Convention comprises eight thematic Protocols and acts through several Working Groups and Platforms. The activities are centred on trans-boundary cooperation.

The XIth Ministerial Conference (Alpine Conference) decided in March 2011 with regard to the territorial dimension of the EU-cohesion policy to appreciate the discussion about further European macro-regional strategies and to actively contribute to the debate on a possible macro-regional strategy for the Alps by presenting priority areas and key messages, identified possible added value of such macro-regional strategy and the resources of the Alpine Convention to contribute to it in view of such a possible strategy for the Alps.

---

<sup>1</sup> No preliminary decision on the territorial scope is given at that state

For the Alpine Conference, since the main goal is to maintain and develop the Alps as living space for human beings and nature, a possible macro-regional strategy is a chance to further improve competitiveness, cohesion and prosperity of the region according to the Europe 2020 growth strategy without compromising or damaging the environment. This process should occur by strengthening the links between the organisations and institutions that already operate in the Alpine region and by supporting of the connection of a wider number of actors inside and outside the Alps

A Working Group was given a mandate to report back to the next Alpine Conference in September 2012. It will prepare an input paper setting out the topics in relation to which an enhanced cooperation between States, regions and external partners and a macro-regional strategy would bring added value.

This will be done by using the framework of the Alpine Convention with its balanced approach between development and conservation, its geographic and thematic scope of implementation, and its 20 years experience in transnational cooperation in the Alps. It is supported by the expertise of the Working Groups and Platforms.

Contact: [info@alpconv.org](mailto:info@alpconv.org)

[www.alpconv.org](http://www.alpconv.org)

### **The initiative of the Alpine Space Programme**

The Alpine Space Programme is the transnational cooperation programme of the European Union for the Alpine Space. Since 2000 partners from seven Alpine countries (Austria, France, Germany, Italy, Liechtenstein, Slovenia, and Switzerland) work together to find common solutions to regional development challenges through joint projects. In May 2011 the Programme Committee decided to launch the project "Strategy Development for the Alpine Space". The overall project goal is to elaborate a long-term strategic orientation for the Alpine Space. The project shall, on the one hand prepare the ground for a future Alpine Space programme by identifying key priorities. On the other hand it shall contribute to the debate on a possible macro-regional strategy for the Alps by exploring if there are topics and stakeholder support which call for a broader European perspective. Based on a scientific analysis of driving forces as well as existing strategies and policies affecting the Alpine Space a structured discussion process with various groups of stakeholders in the Alpine area shall take place. Final results of the project are expected for mid 2013.

Contact: [christina.bauer@salzburg.gv.at](mailto:christina.bauer@salzburg.gv.at)

[www.alpine-space.eu](http://www.alpine-space.eu)

## **The initiative of the governments of some Alpine Regions**

A number regions represented in political meetings in Brussels on 8 November 2011 and in Grenoble on 13 January 2012<sup>2</sup>, agreed to launch a regional initiative for a European Strategy for the Alpine area. This common political process in the Alpine area shall raise awareness and attention of the national governments and the European Council for the need of a common alpine strategy. The regions are currently preparing an outline of such a European Strategy for the Alpine area which is supposed to be submitted to the national governments in summer 2012 as a common political statement. The goal is to define objectives, main topics and the contributions of the regions through a political process carried out on the level of the regional governments with a comprehensive approach to all the priority areas of a potential macro-regional strategy. A drafting team composed of several regional representatives who will ensure an implication of all the Alpine regions have been asked to elaborate an outline of an Alpine Strategy until summer 2012.

*CONTACT: TBC*

---

<sup>2</sup> Austria: Tirol, Salzburg, Oberösterreich, Vorarlberg; France: Rhône-Alpes, PACA, Franche-Comté, Germany: Bavaria, Baden-Württemberg Italy: Lombardia, Autonome Provinz Bozen Südtirol, Provincia Autonoma di Trento, Regione Autonoma Friuli-Venezia Giulia, Veneto, Regione Autonoma Valle d'Aosta Suisse: St Gallen, Ticino, Graubünden, also on behalf of the Regierungskonferenz der Gebirgskantone der Schweiz